



Macron réprime pour plaire à Erdogan

L'Union Syndicale Solidaires a appris avec stupeur l'arrestation d'un activiste kurde à la veille de la venue d'Erdogan en France pour les commémorations du 11 novembre. Placé en garde à vue le mercredi précédent pour « violation des obligations du FIJAIT » (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes), il a fait l'objet d'une comparution immédiate devant le TGI de Bobigny, tard dans la soirée de vendredi. Dans le dossier d'enquête monté de toutes de pièces, que d'ailleurs les juges et la procureure n'arrivaient pas à comprendre, il lui est notamment reproché de s'être rendu à l'étranger sans en avertir les autorités françaises. Selon l'enquête, il serait notamment allé à Edimbourg et à Bodrum (Turquie), muni d'un « passeport anglais » et « en compagnie de sa femme et de ses deux enfants ». Or, l'intéressé est célibataire, réfugié en France depuis 2006 et ne détient pas de passeport. Et s'il lui était venue l'idée saugrenue de s'aventurer en Turquie où sa tête est mise à pris, il n'aurait certainement pas pu se trouver ce jour-là devant les juges français. Reconnaisant que le dossier ne tenait pas la route, le parquet a demandé un complément d'information. L'affaire a été renvoyée à une audience ultérieure fixée au 20 novembre. Mais, entre temps, le militant a été placé en détention provisoire.

Cette arrestation est clairement un cadeau fait au régime turc, avec lequel la France cherche à renforcer ses relations commerciales, au mépris de la sanglante répression qui s'abat sur toutes les forces progressistes et les minorités, en particulier les Kurdes. Cette fois l'état français va plus loin : ne se contentant plus de simplement fermer les yeux, il se fait le laquais de l'état turc en emprisonnant ses opposants. En deux ans, ce sont près de 150 militant.e.s qui ont eu à subir l'arbitraire policier. A l'inverse, justice n'a toujours pas été rendue pour l'assassinat en 2013 des trois militantes kurdes en plein Paris, alors que toutes les preuves convergent vers Ankara.

L'Union Syndicale Solidaires demande la libération immédiate du militant kurde incarcéré, et l'arrêt des poursuites contre les militant.e.s en exil s'opposant au régime fasciste turc.